



Sur les marchés
La guerre des carabiniers

362 words
2 July 2010
La Tribune
TRDS
29
French

(c) 2010 La Tribune. Not to be redisseminated except as permitted by your subscriber agreement.

chronique des marchés

La crise économique la plus violente depuis 1929 a placé les agences de notation au banc des accusés. Leur contribution à l'élaboration de produits complexes et illiquides a parfois excédé la moitié de leurs revenus. De quoi favoriser une complaisance qui leur a fait prendre leurs distances avec une éthique indispensable pour des auditeurs externes. La crise a surtout rappelé que les agences sont comme des pompiers qui arrivent sur les lieux d'intervention lorsque l'immeuble est calciné et que les habitants ont péri sous les cendres. L'obligation d'enregistrement créée par l'Union européenne ne changera leurs méthodes de travail qu'à la marge, alors que le référentiel de régulation bancaire de Bâle III renforcera prochainement le rôle de ces acteurs, dont le marché ne peut plus se passer. Quant à la proposition reprise par la commission spéciale du parlement européen sur la crise financière, économique et sociale qui vise à créer une agence européenne d'évaluation de la dette souveraine, elle ne relève encore que de la seule détermination de sa rapporteure **Pervenche Berès**.

En attendant tout continue comme avant : sur l'Espagne comme sur la Grèce les agences arrivent toujours comme les carabiniers. Sauf que l'actualité se nourrit d'un formidable pied de nez. cette fois les carabiniers se tirent mutuellement dessus. Standard and Poor's (S&P) a menacé de dégrader la note de sa concurrente Moody's (noté A-1) ! Selon S&P, la refonte du système financier américain, dont le texte est en cours d'adoption au Congrès, pourrait faire baisser les marges des agences et augmenter le risque de poursuites judiciaires à leur encontre. Plutôt que le projet européen de garde fou pas toujours adaptés à la vie des affaires, les Américains plus pragmatiques veulent frapper au porte-monnaie. C'est moins excitant pour les opinions publiques mais sans doute plus efficace.

Christophe Tricaud

sur l'Espagne comme sur la Grèce, les agences arrivent toujours comme les carabiniers. Sauf que l'actualité se nourrit d'un formidable pied de nez. cette fois, les carabiniers se tirent mutuellement dessus.

1002788

Document TRDS000020100701e67200015



Evénement
Enquête; L'UE doit changer de conseillers financiers

Grégoire Biseau
1,000 words
2 July 2010
Libération
LBRT
004
9062
French
Copyright 2010. SARL Liberation. All Rights Reserved.

Des eurodéputés s'inquiètent de l'entrisme et du poids des banques dans le processus actuel de régulation des marchés.

Les banques sont-elles en train de vider de leur substance les projets de régulation de la finance internationale ? En tout cas, elles s'agitent énormément dans les couloirs du Parlement de Strasbourg ou de la Commission européenne à Bruxelles pour faire connaître leur point de vue. Et, comme celui-ci n'a quasiment pas de contradicteur, elles font feu de tout bois. Taxe bancaire, contrôle des bonus, réglementations des fonds spéculatifs, interdiction des ventes à découvert... les sujets de lobbying ne manquent pas. Et c'est bien ce qui inquiète plusieurs eurodéputés, de toutes couleurs politiques, qui ont pris l'initiative, la semaine dernière, de lancer un appel pour dénoncer l'inégalité de ce combat d'influence entre d'un côté une finance toute puissante et de l'autre une société civile presque absente.

Hier, l'eurodéputée socialiste **Pervenche Berès**, qui présentait les principales conclusions de son rapport sur la crise financière, a fait une petite sensation en suggérant d'appeler les Etats membres à boycotter la banque d'affaires Goldman Sachs. Mais, attention, pas d'emballement, l'eurodéputée ne se fait aucune illusion. "Cette proposition ne sera pas retenue au final, dit-elle, mais c'est une façon de poser le problème du double pouvoir de ces banques. Non seulement elles sont bourrées de conflit d'intérêts mais, en plus, elles sont en situation de capture réglementaire, tout simplement parce qu'elles ont une bien meilleure vision des marchés que les régulateurs et, forcément, les politiques."

L'entrisme est devenu une spécialité des banques. Par exemple, la législation en cours d'élaboration sur la supervision financière européenne est directement issue d'un rapport commandé par la Commission et remis le 25 février 2009. Or, ce texte, jugé très timoré, a été rédigé par un groupe d'"experts" présidé par Jacques de Larosière, ancien patron de la Banque de France, mais surtout actuel conseiller du PDG de BNP-Paribas, entouré de sept professionnels dont trois viennent du secteur privé, même s'ils ont eu des fonctions publiques à un moment ou à un autre : Rainer Masera (ex-Lehman Brothers), Otmar Issing (Goldman Sachs) et Onno Ruding (Citigroup). Soit quatre banquiers (de trois établissements américains...) et un cinquième, Callum McCarthy, l'ex-président de la Financial Services Authority britannique, notoirement opposé à toute supervision trop contraignante. Soit une majorité issue ou proche de l'industrie financière... Comment dès lors s'étonner du résultat ?

Mot-à-mot. "Quoi de plus normal, se défend-on dans l'entourage de Michel Barnier, le commissaire chargé du Marché intérieur et des Services financiers, ce sont les meilleurs experts dans un domaine où la technicité est effrayante. Dès lors, qui consulter d'autre ?" C'est bien là le problème. "Les fonctionnaires de la Commission sont incompetents en la matière, confirme un fonctionnaire français à Bruxelles. Donc ils s'en remettent à l'avis des banques." Et de raconter qu'il lui arrive souvent de retrouver dans les documents de travail de la Commission le mot-à-mot d'un argumentaire d'une banque américaine rencontrée plus tôt.

L'affaire est assez sérieuse pour que Michel Barnier reconnaisse, la semaine dernière, qu'il y a un malaise et qu'il faut "davantage diversifier et ouvrir" les fameux "groupes d'experts". La Commission s'est entourée, au fil des années et faute de disposer du personnel et des compétences nécessaires en interne, de plus de mille "groupes d'experts" qui la conseillent dans l'élaboration de la législation.

Le fonctionnement, la composition et le pouvoir de ces groupes sont opaques, ainsi que le dénonce régulièrement l'ONG Alter-EU, qui s'est fait une spécialité de traquer les lobbys à l'œuvre à Bruxelles. Rien que dans le domaine financier, on en dénombre 19 siégeant auprès de la direction générale du marché intérieur. Selon Alter-EU, qui a publié en octobre 2009 une étude sur le sujet, huit de ces comités sont dominés de la tête et des épaules par le monde financier, comme ceux sur les produits dérivés, les problèmes bancaires ou encore les manipulations de marché. La Commission n'aime guère qu'on la questionne sur ces groupes d'experts : Libération lui a demandé une liste complète et leur composition précise. Au bout de deux mois, elle nous a fourni une liste de... liens Internet. L'information fournie est pour le moins incomplète : le groupe des "problèmes bancaires" donne certes les noms des experts, mais ne précise pas les entreprises auxquelles ils appartiennent. Celui sur les produits dérivés nous apprend qu'il y a 34 experts représentant les banques et 10 les pouvoirs publics, mais les noms du privé sont cachés... Il est frappant de constater que les

représentants de l'industrie financière siégeant dans ces groupes sont presque deux fois plus nombreux que les fonctionnaires chargés d'élaborer la législation dans le domaine financier.

Rupture. Dès lors, il ne faut pas s'étonner si aucun des textes en discussion devant le Parlement européen et le Conseil des ministres ne représente une vraie rupture. "Le plus étonnant est que la Commission est très sensible au discours dominant des banques anglo-saxonnes, poursuit notre fonctionnaire français. Comme si l'important était de ne pas se fâcher avec les Etats-Unis." Rapporteur du projet de directive sur les hedge funds, l'eurodéputé (UMP) Jean-Paul Gauzès, signataire de l'appel contre le lobbying des banques, raconte : "Par principe je ne refuse aucun rendez-vous. Résultat, j'ai eu 162 réunions mais quasi uniquement avec des représentants de la communauté financière anglo-saxonne. Je suis favorable au lobbying mais à condition qu'il ne s'exerce pas dans une seule et unique direction." De l'avis de plusieurs eurodéputés, ce travail de harcèlement des banques est relativement transparent. Mais puissant, très puissant. Et donc efficace.

Document LBRT000020100702e6720001q

international

115 propositions pour tourner la page de la crise économique et financière

CATHERINE CHATIGNOUX

511 words

2 July 2010

Les Echos

ECHOS

08

20711

French

All rights reserved - Les Echos 2010 Visitez le site web: lesechos.fr pour plus d'informations.

Le Parlement européen se prononcera prochainement sur le projet de résolution de l'eurodéputée **Pervenche Berès** qui a présenté hier ses pistes de réforme du système économique et financier européen. Un retour sur des valeurs oubliées.

Le rapport de **Pervenche Berès**, sur les leçons à tirer du krach bancaire historique de 2007-2008, devait être voté début juillet en Commission puis en septembre par le Parlement dans son ensemble. Mais la vague d'amendements -1.625 -qui s'est abattue sur le projet de texte de l'eurodéputée socialiste l'a incitée à reporter le débat en septembre et le vote final en octobre.

Elaboré en marge des procédures habituelles par une commission, dite la « commission crise » créée spécialement en octobre dernier pour réfléchir aux origines de la crise financière, économique et sociale et, surtout, pour formuler des pistes de réforme du système, le projet contient une centaine de propositions plus ou moins précises qui touchent à la fois la régulation et la supervision, la gouvernance économique de l'Europe et l'intégration politique et économique européenne. En toile de fond de ces réformes souhaitées, il y a l'idée qu'après une « crise des valeurs et de l'éthique », il faut remettre de la solidarité, de l'investissement public et de la redistribution dans le système économique et financier.

Un « Monsieur Euro »

Parmi les propositions de **Pervenche Berès**, figure par exemple une invitation à boycotter Goldman Sachs, un établissement financier accusé notamment d'avoir joué un double jeu, aidant la Grèce à maquiller ses comptes tout en spéculant contre sa dette. Plus sérieusement, le rapport suggère de mettre en place « une taxe financière dont le produit devrait contribuer à financer les biens publics mondiaux ». L'eurodéputée milite pour la mise en place d'une agence publique européenne de notation de crédit, convaincue que la notation des dettes souveraines ne doit pas être banalisée comme un produit financier classique. Elle insiste, par ailleurs, sur le fait que la réforme de la régulation financière doit être « globale » pour éviter un dangereux morcellement des approches et rappelle que cette réforme « ne doit pas être conduite dans le seul but d'assurer la stabilité financière mais doit prendre en compte les objectifs de croissance durable et d'équité ».

La tempête qui secoue l'Europe n'étant pas, selon elle, « une crise de la dette » mais « une crise de la gouvernance économique de la zone euro », c'est dans cette voie qu'il faut avancer. « Il faut davantage d'intégration dans tous les secteurs où il y a compétence partagée de l'Europe » comme l'énergie, l'environnement, la R&D, l'industrie. L'élue milite pour un grand emprunt financé sous forme d'euro-obligations par la Banque européenne d'investissement et plaide pour une coordination très poussée des politiques économiques et budgétaires sous la houlette d'un « Monsieur Euro », à la fois vice-président de la Commission européenne et président du Conseil des ministres des Finances.

020642069387

Document ECHOS00020100702e6720002g

L'AGEFI

Essentiels

Pervenche Berès fait 115 propositions post-crise

81 words

1 July 2010

L'AGEFI Quotidien

AGEFIF

French

Copyright 2010 Agefi. All rights reserved.

L'eurodéputée (PS) présentait à midi un projet de rapport dans le cadre de la commission spéciale sur la crise financière, économique et sociale du Parlement européen. Parmi les 115 propositions qui devront ensuite être amendées en septembre, figurent la création d'un «M. ou Mme Euro» à la Commission européenne, la mise en place d'une agence européenne de notation, et la mise en place d'une taxe sur les transactions financières.

Document AGEFIF0020100701e6710005v